
Politique

Ce rapport qui enfonce définitivement le programme économique de LR

Par Rémi Clément le 03.02.2021 à 10h01

ABONNÉS

INTERVIEW - Un rapport publié ce mercredi par l'Institut Montaigne écorne le programme économique de LR. Les explications de son auteur, l'ancien magistrat de la Cour des comptes François Ecale.

Le président du parti Les Républicains, Christian Jacob.

AFP



"Mélanchonisme", "hamonisation"... Depuis la publication du programme économique des Républicains pour 2022 le 8 décembre dernier, les qualificatifs désobligeants se multiplient à droite pour dénoncer le virage dépensier inédit pris par la formation de la rue de Vaugirard. Division par deux de la CSG sur les revenus du travail, baisse de la TVA sur l'hôtellerie-restauration, réflexion sur un revenu universel à 715 euros: les orientations défendues par la nouvelle direction de LR, incarnée par le triumvirat Jacob-Peltier-Pradié, n'en finissent plus de semer le trouble au sein d'une famille longtemps attachée à l'orthodoxie budgétaire.

PUBLICITÉ

339 €	49,50 €
137,40 €	34,93 €

Un rapport publié ce mercredi 3 février par l'Institut Montaigne, un think-tank libéral réputé proche d'Emmanuel Macron, ne devrait pas manquer de donner du grain à moudre aux détracteurs de la "ligne Peltier". Signé de l'ancien magistrat de la Cour des comptes François Ecalle, président de l'association Fipeco, il contre-chiffre les mesures prônées par les Républicains et révèle un écart béant entre les dépenses prévues par le programme de LR et les pistes de financement avancées par le parti de Christian Jacob. Ainsi, le coût de la baisse de la CSG, estimé à 25 milliards d'euros par LR, est réévalué à 34 milliards d'euros; quant au renforcement de la lutte contre la fraude fiscale et sociale, mis en avant par LR pour combler les finances publiques, il ne rapporterait que 3 milliards d'euros selon l'économiste, loin des 11 milliards escomptés par Les Républicains. Les explications de François Ecalle à Challenges.

Challenges - Vos calculs pour l'Institut Montaigne semblent implacables: si le nouveau programme économique des Républicains était appliqué, il entraînerait une grave dégradation des finances publiques ...

François Ecalle - Pour les seules mesures que j'ai examinées, j'estime le coût total des baisses d'impôts proposées par Les Républicains à 70 milliards d'euros. C'est plus que le montant avancé dans leur livret emploi-travail après leurs propres calculs. Je pense qu'ils sous-estiment particulièrement le coût de la division par deux de la CSG sur les revenus du travail. De l'autre côté, leurs pistes de financements ne dépasseront pas les 30 milliards d'euros avec, en outre, un gros problème de calendrier. Alors que les baisses d'impôts sont quasi-immédiates, et devraient prendre leur plein effet en 2023, les mesures imaginées en compensation (l'allongement de l'âge de départ à la retraite, l'augmentation de la durée de travail des fonctionnaires...) n'auront d'effet que très progressivement! L'âge de départ à la retraite, par exemple, s'est toujours fait au rythme d'un trimestre par génération. Pour le relever de deux ans, il faudra donc huit ans.

Sponsorisé

SCORE: 0/0

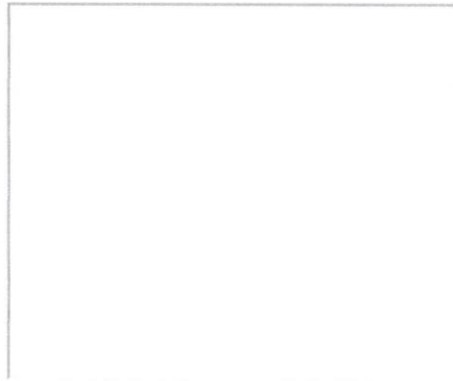
À votre avis, l'espace de travail d'une entreprise a-t-il une influence sur la satisfaction de ses collaborateurs ?

Oui

Non

Protection des données personnelles: <https://data-privacy.realestate.bnpparibas/>En utilisant BeOp, vous acceptez notre [Politique de Cookies](#)

PUBLICITÉ



Comment expliquer que Les Républicains surestiment autant les recettes de leur programme?

Il y a une question de rendement. Si le coût de la division par deux de la CSG peut être chiffré de manière assez précise, le rendement des mesures de lutte contre la fraude fiscale et sociale est lui beaucoup plus compliqué à calculer, car par définition on ne connaît pas l'étendue de la fraude. On a fait beaucoup d'études par le passé, et ce que l'on sait c'est qu'avec la lutte contre la fraude fiscale, on peut espérer récupérer 10 milliards d'euros par an. Donc même en multipliant les contrôles, en renforçant encore plus les pouvoirs des services fiscaux pour augmenter l'efficacité de la lutte contre la fraude fiscale de 10%, de 20%, cela ne rapportera pas plus que un ou deux milliards d'euros par an. Quant aux mesures de lutte contre la fraude sociale, qui reprennent certaines préconisations de la Cour des comptes, estimer qu'elles pourraient rapporter plusieurs milliards d'euros me semble très optimiste.

On s'étonne de voir une telle différence entre le coût de la division par deux de la CSG selon qu'il est calculé par LR (25 milliards d'euros) ou par vous (34 milliards d'euros). D'où vient cet écart?

C'est difficile à dire, car ils n'expliquent pas comment ils ont fait leurs calculs. Mais j'ai l'impression qu'ils sont partis du rendement de la CSG avant la hausse de 2018-2019. Ils ont dû faire des chiffrages un peu anciens sur la CSG de 2017-2018, avant les dernières hausses qui ont été importantes.

Ce programme économique constitue-t-il une rupture à droite?

Par rapport au programme économique de François Fillon, cela ne fait aucun doute! Mais si l'on remonte un peu plus loin dans l'histoire du RPR, de l'UMP... Il ne faut pas oublier que le début du quinquennat Sarkozy a été marqué par la loi TEPA (Travail, emploi, pouvoir d'achat) qui prévoyait beaucoup de baisses d'impôts. On n'est pas très loin de cette inspiration sarkozyste.

Peut-on parler comme le fait Eric Woerth de "mélenchonisation" des Républicains?

Il y a quand même une différence de taille, c'est que Les Républicains ne proposent pas de nouvelles dépenses publiques, mais des baisses de charges massives. Sur ce sujet, je pense qu'il existe une divergence profonde avec Jean-Luc Mélenchon. En revanche, il y a bien une évolution notable sur la prise en compte de la contrainte budgétaire et sur ce sujet je comprends le malaise d'Eric Woerth.

Les Républicains ont-ils abandonné tout objectif chiffré de suppression de postes de fonctionnaires?

Si la baisse du nombre de fonctionnaires n'est pas chiffrée dans leur programme, elle demeure implicite. Pour que l'allongement de la durée de travail des fonctionnaires se traduise par des économies, il faut qu'elle s'accompagne d'une baisse des effectifs. Sinon, cela vous coûtera plus cher avec l'augmentation du temps de travail, les heures supplémentaires. Alors, bien sûr, ce ne sera jamais autant que les 600.000 suppressions de postes de fonctionnaires de François Fillon, mais pour arriver à faire des économies, il faudra en supprimer beaucoup.

Les Républicains se sont-ils convertis à "l'argent magique"?

Je trouve surtout qu'ils manquent de cohérence. Si vous prenez leur livret, ils commencent par faire le procès au gouvernement sur le ton: "la dette publique explose, on va laisser un fardeau aux générations futures". Mais de l'autre côté ils proposent des mesures dépensières en contradiction directe avec cette inquiétude.

La proposition de "revenu universel" défendue par le numéro 3 de LR va-t-elle à l'encontre de l'orthodoxie budgétaire?

Tout dépend ce que vous appelez le revenu universel. Dans une définition extrême, où vous donnez l'équivalent du RSA à l'ensemble de la population enfants compris, cela vous coûte quelques centaines de milliards d'euros. Donc vous avez un gros problème de financement. Mais si vous optez pour la version la plus pragmatique, qui revient à fusionner les minima sociaux existants: le RSA, l'allocation de chômeur en fin de droit, éventuellement les allocations logements... Vous pouvez faire ça à un coût relativement limité. Ça n'a rien à voir avec le "grand" revenu universel.

Que penser de la tentation d'une partie de LR de ne pas rembourser la dette Covid?

Il faut bien faire la distinction entre la dette que l'on doit à des créanciers "normaux" (banques, assurance-vie, fond de pensions étrangers...) et celle que l'on doit à la Banque centrale européenne. Personne n'imagine que l'on ne remboursera pas la dette que l'on doit aux premiers. Parce que si vous commencez à ne pas rembourser la dette des compagnies d'assurance-vie, c'est un désastre total et plus personne ne vous prêtera de l'argent. En revanche, il y a un débat très sérieux sur le non remboursement de la dette due à la Banque de France, c'est à dire à la BCE. A mon avis, c'est un faux débat parce qu'à partir du moment où la BCE renouvelle ses prêts aux Etats, cela peut durer très longtemps, en remboursant l'argent dû à la BCE avec l'argent de la BCE. Ainsi, on règle le problème. Et ce n'est pas la peine de parler d'annulation de dette.

5 REACTIONS